

C'est un petit événement dans le feuilleton sans fin de la crise des déchets : les acteurs du dossier se sont entendus, hier, sur une opération d'urgence qui pourrait offrir un peu de répit et éloigner l'impasse. La Collectivité de Corse, le Syvadec, les intercommunalités de l'île et l'État ont acté la procédure de transfert de 21 000 tonnes de balles de déchets stockées provisoirement sur l'île vers trois centres de valorisation de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Signe que les discussions avancent dans le bon sens, les appels d'offres concernant le transport puis le traitement de ces déchets devaient être lancés aujourd'hui. L'objectif est de démarquer les premières rotations en direction du continent dès mardi prochain.

L'idée a été suggérée le week-end dernier par Laurent Marcangeli et Christian Estrosi. Le maire d'Aiacciu et son homologue niçois ont validé un accord de principe sur l'export des 10 000 tonnes de balles stockées sur le site de Saint-Antoine vers l'unité de valorisation énergétique de Nice. Laurent Marcangeli en a informé Gilles Simeoni. Ce dernier a contacté Renaud Muselier, le président de la région Paca dont l'approbation était indispensable. Et l'élargissement de la démarche à l'ensemble des déchets en souffrance sur l'île a été engagé. Il restait à trouver un accord et d'autres incinérateurs disponibles, puisque celui de Nice ne peut absorber que 6 790 tonnes en provenance de Corse.

Plusieurs pistes sont à l'étude. En plus de Nice, deux autres centres de valorisation sont envisagés : celui de Fos-sur-Mer et celui de Vedène, près d'Avignon. En raison de la moindre produc-

tion de déchets liée aux effets du confinement, ces trois structures possèdent une marge de traitement qui permettrait d'absorber les 21 000 tonnes stockées actuellement sur l'île.

L'État accompagne les démarches mais ne paiera pas

La fenêtre de tir est étroite, l'opération doit se réaliser sur la durée du confinement, qui sera prolongé au-delà du 15 avril comme l'a annoncé l'Élysée, hier soir, à nos confrères de l'AFP. C'est la raison pour laquelle les acteurs du dossier ont souhaité aller vite. Hier, Gilles Simeoni, Laurent Marcangeli et François Tatti, président du Syvadec et de la Cab, ont partagé l'objectif commun.

« Nous avons la possibilité d'entrer dans la saison estivale, déjà obérée par la pandémie de Covid-19, dé-

barrassés de ce problème, confie ce dernier. Il ne faut pas perdre de temps. »

Restait la question épineuse du surcoût. Celui de cette opération d'envergure est estimé à 5 millions d'euros :

2,7 millions pour le transport et 2,3 millions pour le traitement. François Tatti avait averti que les intercommunalités n'en supporteraient pas la charge. Hier, la raison et le sens des responsabilités de chacun l'ont emporté. Le Syvadec prendra le traitement à son compte, la CdC paiera le transport.

« Le prix est conséquent mais les balles ne peuvent plus rester là où elles sont, estime Gilles Simeoni. Il

n'y a pas d'autres solutions et nous sommes tous persuadés qu'il faut le faire. Mais nous souhaitons que cet effort financier s'inscrive dans un cadre plus global qui assure la transition vers un nouveau modèle, généralisant le tri. Il faut rompre définitivement avec ce système qui dure depuis des décennies. »

Présent à la réunion, Franck Robine, le préfet de Corse n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet mais l'action de l'État, notamment sur l'aspect réglementaire, a permis de faciliter les démarches. Pour répondre à l'urgence, les modalités d'appel d'offres ont été simplifiées et les règles strictes de transferts de déchets entre deux départements ont été assouplies.

En revanche, l'État ne participera pas à l'effort financier. Certains le déplorent.

C'est notamment le cas de Gilles Simeoni, pour qui ce n'est « pas satisfaisant ». D'autres, comme Laurent Marcangeli, rappellent que « l'État s'est engagé à intervenir dans la création de centres d'usines de tri prévues dans le plan de gestion des déchets. »

Mais, de l'aveu même de tous les participants, l'heure n'est pas au débat politique. La situation exige une réactivité qui dépasse les postures partisans. Chacun des acteurs l'a bien compris. Le confinement, bien que prolongé, ne durera pas éternellement. Il offre un effet d'aubaine à la Corse pour se dépatériser d'une situation qui paraissait inextricable. Depuis hier, elle l'est beaucoup moins.

JEAN-PHILIPPE SCAPULA

Le coût de l'opération est évalué à 5 millions d'euros